

ENJEU SÉCURITÉ - Sécurité : avortement et perspectives

SANS relâche, scrutons le réel criminel ; ce que la population subit vraiment, au quotidien, et qu'une médiasphère aux abois camoufle - toujours plus mal - comme autant de méprisables "faits divers" suscitant un puéril "sentiment d'insécurité". Comme il est difficile d'envisager caste plus ignare que celle des journalistes ubérisés du moment, rappelons-leur quand même que "sentiment, sentimental" ne signifie pas pour autant impuissant : quand vraiment trop c'est trop, la rage brutale poussa naguère le peuple à la violence - pas qu'une fois. Dans son "*Histoire des polémistes français depuis 1789*", Pierre Dominique souligne ceci : "Le [18e] siècle était sensible ; on s'y exaltait sans mesure ; on y pleurait pour peu de choses ; c'est pour quoi, à la fin, on y guillotina beaucoup. Il faut se méfier des époques de sensibilité".

Bien sûr (heureusement) notre siècle n'est plus à l'échafaud - reste l'élimination électorale ; elle, toujours possible. Aussi, les sondages sur les médias : le dernier montre que 3% de la population a très confiance en eux et 25%, vaguement. Que donc, sept Français sur dix se méfient de leur matraquage sur la "mondialisation heureuse" et autres sornettes libertariennes (inclusion... diversité...).

Ainsi donc, dans la France réelle de l'été 2024 et tous les jours :

- des "Mineurs non accompagnés", déferlant depuis une décennie sans que rien n'en contienne l'afflux et n'en sanctionne les éléments criminalisés, continuent à piller, à agresser - à tuer, aussi ; dernier homicide par des "Roumains" [*décodeur, des nomades*], de 14 ans, à Rennes ; dernier pillage, parmi tant d'autres, près de Dijon, par deux voleurs de 11 ans, "issus des pays de l'Est" [*décodeur, les mêmes*]; la population étant laissée sans défense face à ces chérubins de Mme Taubira (& co).

- Partout en France, de Marseille à la Seine Saint-Denis, des bandits s'entretuent dans l'insondable mépris des simagrées type "Opération place nette". Ce d'usage, là où un État aboulique n'a su, en un demi-siècle, implanter la brique de base de l'édifice protecteur : un simple commissariat de police, faisant normalement son métier : protéger les honnêtes gens des voyous. Deux exemples : Sevrans (93) et les quartiers-nord hors-contrôle de Marseille : zéro commissariat effectif. Pourtant ! Rien que l'ultime semaine de juin 2024, un mort et deux blessés graves lors de fusillades dans les supermarchés marseillais de la drogue.

- Partout en France, d'abord en Île-de-France, des bandes juvéniles s'affrontent en de toujours plus dures guerres de territoires. Paris et petite couronne, encore 10% de plus en 2023 (413) qu'en 2022 (375). Ce qui fait qu'en 2023 toujours, l'inquiétude première des Franciliens est l'insécurité, près de 55% l'éprouvent.

- Partout en France, accablée par l'inepte M. Dupond-Moretti, une justice submergée, désarmée, multiplie les erreurs de procédure et favorise de dangereux caïds, de Nantes (après une tuerie en 2019) ; à l'Île-de-France où, libéré en plein procès, un gros voyou s'enfuit.

Généralement, côté sécurité, la violence explose en France en 2023, dernière année complète :

- **"Coups et blessures volontaires"** (C&BV, se faire molester, voire lyncher). Ceux commis hors cadre familial : connus pour 2023, 171 500, + 26% depuis 2018 (années-Macron). Il s'agit là des seuls C&BV connus des autorités ; le total réel ("chiffre noir") dépasse les 500 000, soit ± 1 400 par jour, quasiment une agression violente par minute.

- **Homicides.** Rappel : l'instauration de la médecine d'urgence impose d'agglomérer les homicides et tentatives : moins de morts et plus de blessés sérieux, par arme blanche, arme à feu, etc. Toujours dans les années-Macron (2018-2023) ces homicides plus tentatives (2018 : 3 313 ; 2023 : 5 065) bondissent de + 53%. Bouches-du-Rhône et Marseille, de 2022 à 2023, homicides + tentatives, + 117% (de 76 à 165). France entière, homicides + tentatives, de 2022 à 2023, + 18%.

Parfois les pires depuis que le comptage officiel existe, ces chiffres sont clairement inexcusables : cela, la population le ressent. Même si tous les Français ne sont pas docteurs en histoire, ils se savent, dans leur inconscient collectif, héritiers de la très longue histoire de la France. Après la révolution juridique médiévale et la renaissance du droit romain ; plus encore dès le XVIIe siècle, une administration toujours renforcée depuis lors, travaille à maintenir l'ordre social/public ; elle suscite le consentement à l'ordre et protège les Français. Cette administration - dont la longue histoire est superbement décrite dans deux ouvrages rappelés plus bas - porte le principe fondateur de notre organisation sociale ; dans la longue durée, elle intervient en mille points de la société, règle, porte les symboles forts.

Ce séculaire outil devait bien sûr être financé mieux, rénové, rajeuni. Au lieu de quoi, le présent ministre de l'Intérieur l'a trahi, en a fait une machine à camoufler et à mentir. Certes, l'intéressé n'en était pas à une trahison près - mais celle-ci est grave. Appelé aux urnes en ce début d'été 2024, il n'est pas certain que le peuple français le lui pardonne.

- Pierre Legendre "Trésor historique de l'État en France, l'administration classique", Fayard, 1992,

- Pierre Rosanvallon "L'État en France de 1789 à nos jours", Le Seuil 1992.